

## Les entreprises d'économie sociale, des alliées naturelles des municipalités

30 avril 2014 | Karl Rettino-Parazelli | Actualités économiques



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir  
Le maire de Montréal, Denis Coderre

En s'alliant aux municipalités, les entreprises d'économie sociale comblent l'espace laissé vacant par l'économie « traditionnelle » et rendent les villes plus attrayantes pour les investissements extérieurs. Convaincu de ce principe, le maire de Montréal, Denis Coderre, entend « *travailler fort* » pour accueillir un important forum international d'économie sociale dès l'an prochain dans la métropole.

« *On l'oublie trop souvent, mais la relance de l'économie du Québec n'est pas seulement l'apanage d'une poignée d'acteurs financiers. Elle passe par l'ensemble des acteurs économiques et sociaux* », a déclaré M. Coderre mardi lors du premier forum québécois rassemblant le milieu de l'économie sociale et le monde municipal.

Qualifiant l'économie sociale de « *réalité incontournable* », il s'est engagé à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que Montréal soit l'hôte en 2015 du Global Social Economy Forum. « *Je sais qu'une nouvelle rencontre [du forum] est prévue à Séoul en 2014, mais disons qu'il est possible de penser qu'une ville comme Montréal serait assez bien placée pour accueillir un tel événement et faire rayonner davantage notre modèle québécois* », a-t-il lancé sous les applaudissements de son auditoire. « *C'était écrit sur ma feuille : "Je ne veux pas m'avancer ." Non, je m'avance : on travaille fort pour l'avoir, c'est tu correct ?* »

Le maire de Montréal s'est également montré ouvert à l'une des principales revendications du Chantier de l'économie sociale, qui réclame l'inclusion de « *clauses sociales* » dans les appels d'offres publics. Ces clauses prévoiraient par exemple qu'une entreprise qui veut soumissionner pour décrocher un contrat municipal doit privilégier l'embauche d'une main-d'oeuvre locale ou favoriser la réinsertion sociale. M. Coderre a demandé à Monique Vallée, responsable du développement social et communautaire au comité exécutif de la Ville, « *d'évaluer la possibilité de mettre sur pied un projet-pilote* » à ce sujet.

### «Alliance naturelle»

Le forum organisé mardi par le Chantier de l'économie sociale et l'organisme Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS) a permis de cimenter les liens qui unissent les municipalités du Québec et les acteurs du milieu entrepreneurial.

« *L'économie sociale est une façon de mettre les citoyens en action pour des projets qui répondent à des besoins, pour mieux vivre en communauté ou pour favoriser le développement économique d'un milieu. C'est donc une alliance naturelle* », explique le président du CA du Chantier, Patrick Duguay.

*« Les villes qui ont une activité culturelle forte sont celles qui vont être en mesure d'attirer les grandes entreprises, renchérit la p.-d.g. de l'organisme, Nancy Neamtan. Et la culture, sans l'économie sociale, c'est presque inexistant. »*

En plus de Denis Coderre, l'événement a notamment attiré les maires des villes de Longueuil, de Shawinigan, de Gatineau et même des îles de la Madeleine, en plus du président de l'Union des municipalités du Québec et maire de Rimouski, Éric Forest.

Celui-ci est persuadé que l'économie sociale constitue un « levier » fort important, mais parfois sous-utilisé. *« L'économie sociale va souvent dans des secteurs où le privé traditionnel ne veut pas aller. Demain, il va falloir que nos villes se distinguent pour que les gens et les entreprises aient le goût de s'installer »,* prévoit-il. Dans son livre blanc sur l'avenir des municipalités dévoilé en 2012, l'UMQ souligne d'ailleurs que *« le secteur coopératif et celui de l'économie sociale constituent deux alliés stratégiques de l'action municipale pour leur effet structurant au sein de la communauté ».*

De manière générale, le concept d'économie sociale regroupe les entreprises et les organismes qui ont une autonomie de gestion par rapport à l'État, qui priorisent le service de la collectivité sur le rendement financier et qui impliquent leurs travailleurs et usagers dans un processus de décision démocratique. Ce secteur représente plus de 7000 entreprises collectives à travers la province. Elles créent quelque 150 000 emplois, dont plus du tiers à Montréal.

L'automne dernier, les élus de l'Assemblée nationale ont adopté à l'unanimité une loi-cadre visant à reconnaître la contribution de l'économie sociale au développement économique du Québec. Le dépôt d'un plan d'action, reporté en raison de la campagne électorale, se fait toujours attendre.